



TOURBIERES ET MARAIS DE L'AVRE FR2200359



Compte-rendu du COPIL du 10 septembre 2014 – Thézy-Glimont

Le 10 septembre 2014, les membres du Comité de Pilotage du site Natura 2000 « Tourbières et marais de l'Avre » se sont réunis à 14h00 dans la salle de la Mairie de Thézy-Glimont.

Etaient présents à la réunion (13) :

Nom	Fonction/Organisme
Représentants de l'Etat	
Monsieur Frédéric FLORENT-GIARD	Adjoint au chef du service Environnement - DDTM de la Somme
Représentant de la structure porteuse	
Monsieur Olivier MOPTY	Directeur de l'EPTB Somme - Ameva
Madame Maïté GODEFROY	Chargée de mission Natura 2000 à l'EPTB Somme - Ameva
Collectivités territoriales et groupements concernés	
Monsieur Jean-Pierre TETU	Vice-Président du Conseil général de la Somme en charge de l'habitat et de l'environnement
Madame Gwenaëlle MELENEC	Responsable du pôle biodiversité à la direction de l'environnement du Conseil général de la Somme
Monsieur Patrick DESSEAUX	Vice-Président d'Amiens Métropole en charge du développement durable Maire de la Commune de Thézy-Glimont
Madame Florence RONDINGER	Conseillère d'agglomération Amiens Métropole en charge de l'environnement et de la qualité de vie
Madame Agnès MACRET	2eme adjointe au conseil municipal de la commune de Fouencamps
Monsieur Omar LABTANI	1er adjoint au conseil municipal de la commune de Thézy-Glimont
Monsieur Johan LOGEART	Conseiller municipal de la commune de Moreuil
Représentants des propriétaires et utilisateurs concernés	
Monsieur Daniel FIEVET	Président de la société de pêche de Thézy-Glimont : AAPPMA Le nénuphar de Thézy. Président de l'association "CARNA SOMME"
Monsieur Gaëtan RIVIERE	Chargé de mission du Conservatoire d'Espaces Naturels de Picardie
Madame Anne TRANNOY	Fédération départementale des chasseurs de la Somme

Etaient excusés (5) :

Nom	Fonction/Organisme
Représentants de l'Etat	
Madame Réjane LEBRIS	DREAL Picardie
Monsieur Valentin PAILLETTE	DDTM de la Somme
Monsieur Daniel PARISOT	Maire de la commune de Boves
Monsieur Alain POTTIER	Maire de la commune de Hailles
Monsieur Jacques BERTRAND	Maire de la commune de La Neuville-Sire-Bernard

Ordre du jour :

1. Rappel de la démarche
2. Election du/de la Président/e du Comité de Pilotage
3. Mise à jour du DOCOB
4. Présentation du projet RAMSAR sur la vallée de la Somme et la vallée de l'Avre

La présentation projetée lors de la réunion est disponible sur le site internet de l'AMEVA (www.ameva.org), dans la rubrique Natura 2000 : « l'Avre » Présentation COPIL 10/09/2014.

Préambule

Monsieur DESSEAUX, maire de la commune de Thézy-Glimont qui accueille les membres du Comité de Pilotage pour cette réunion, introduit la séance et remercie les personnes présentes. Il laisse ensuite la parole au service de l'Etat pour l'élection de la Présidence du COPIL du site Natura 2000 « *Tourbières et marais de l'Avre* ». Monsieur FLORENT-GIARD excuse Monsieur Valentin PAILLETTE, en charge du suivi des sites Natura 2000 sur le territoire de la Somme qui n'a pu être présent à cette réunion. Il rappelle le contexte post-électoral et la nécessité de procéder à l'élection d'un nouveau Président à la suite de Monsieur Laurent CUVILLIERS. Avant de procéder à l'élection, il donne la parole à Madame GODEFROY pour un rappel de la démarche Natura 2000 et un retour sur l'historique du site Natura 2000 de l'Avre pour les nouveaux élus présents.

1. Retour sur la démarche Natura 2000 et présentation du site Natura 2000

Madame GODEFROY présente l'ordre du jour et débute la présentation par un rappel du fonctionnement du dispositif Natura 2000 basé sur les deux Directives européennes qui définissent les sites Natura 2000. Elle présente ensuite le fonctionnement via une gestion contractuelle, décidée par la France autour :

- ✓ d'un Comité de Pilotage, réunissant les élus, les services de l'Etat, les collectivités, les représentants des propriétaires et usagers ;
- ✓ d'une structure porteuse, qui va accompagner le COPIL dans l'élaboration du DOCOB et l'animation du site ;
- ✓ d'un document d'objectifs qui établit le diagnostic et les orientations pour la gestion du site.

Les deux outils contractuels que sont la charte et le contrat natura 2000 sont ensuite présentés en quelques mots, suivi d'un point sur les aspects règlementaires et les évaluations des incidences. La deuxième partie de la présentation porte ensuite sur le site Natura 2000 « *Tourbières et marais de l'Avre* ».

Mme GODEFROY revient sur les grandes dates qui ont marqué le site et présente ensuite le périmètre et les 6 communes concernées par ce dernier. Puis elle rappelle les intérêts écologiques majeurs du site : 12 habitats et 6 espèces d'intérêt communautaire, et conclue par un bilan des contrats mis en œuvre sur le territoire.

Monsieur DESSEAUX rappelle les contraintes liées au fait que les habitats d'intérêt communautaire identifiés lors des inventaires écologiques, ne couvrent pas à 100% le site Natura 2000. Certains propriétaires privés se sont ainsi vu refuser la signature de contrats, faute d'enjeux sur leurs parcelles. Monsieur DESSEAUX explique la difficulté pour les élus de défendre la démarche dans ce cas précis, d'autant plus qu'au tout début du dispositif, la possibilité de financer des travaux de restauration et d'entretien en propriété privée était l'un des principaux arguments en sa faveur. Les propriétaires privés ont manifesté leur mécontentement de se trouver au sein du zonage alors qu'il n'y a pas d'habitats d'intérêt communautaire sur leur(s) parcelle(s).

Madame GODEFROY rappelle que les zonages ont été tracés bien en amont des inventaires écologiques, sur des secteurs connus pour leur richesse écologique. Les DOCOB ont ensuite permis une analyse très fine de la répartition des habitats. Malheureusement, ces derniers ne couvrent pas en totalité le site mais il n'est pas dans la politique actuelle de modifier les périmètres, les démarches étant complexes et longues auprès de l'Europe. Madame GODEFROY ajoute qu'il n'y a pas de contraintes particulières pour les propriétaires privés dont les parcelles se situent en Natura 2000. Ils doivent cependant respecter la Loi sur l'eau mais cela incombe à tous les propriétaires de zones humides, que leur parcelle soit en Natura 2000 ou non.

Monsieur RIVIERE propose de rencontrer les propriétaires en question et d'envisager les choses sous l'angle de la potentialité des milieux naturels. En effet, des travaux peuvent être menés sur certain milieu en vue d'une évolution vers des habitats d'intérêt communautaire plus riche écologiquement parlant. Il peut être intéressant de mener des travaux plus expérimentaux.

Monsieur FLORENT-GIARD ajoute que la DDTM n'est pas fermée à ce genre de projet. Un programme de ce type basé sur la potentialité des milieux peut en effet être envisagé s'il est suffisamment explicité et justifié.

2. Election du/de la Président(e) du Comité de Pilotage

Monsieur DESSEAUX rappelle l'histoire de la Présidence. En premier lieu, elle était assurée par Monsieur le Sous-Préfet de la Somme. Il a ensuite été souhaité qu'elle soit prise par un élu du territoire. Les membres du COPIL avaient unanimement élu Monsieur Laurent CUVILLIERS, conseiller délégué aux hortillonnages d'Amiens métropole. Monsieur DESSEAUX propose la candidature de Madame RODINGER, Conseillère d'agglomération Amiens Métropole en charge de l'environnement et de la qualité de vie.

Monsieur FLORENT-GIARD prend la parole en tant que représentant des services de l'Etat pour mener l'élection. Un appel à candidature est lancé. Il précise que seuls les élus du territoire présents à la réunion peuvent se présenter à la présidence. En dehors de Madame RODINGER, il n'y a pas d'autres candidats à l'élection.

Monsieur FIEVET demande à Madame RODINGER d'exposer les raisons pour lesquelles elle se porte candidate à la Présidence du site Natura 2000.

Madame RODINGER fait part de son intérêt pour la démarche qui rejoint les thématiques dont elle à la charge en tant qu'élue à Amiens métropole à savoir l'environnement et la qualité de vie. Elle ajoute que son poste actuel d'assistante de sénateur, l'amène à travailler sur différentes thématiques liées aux compétences des maires et notamment les problématiques d'envasement. La Présidence Natura 2000 est donc l'occasion de mener un travail pratique et concret sur un territoire défini, avec l'ensemble des élus concernés par des problématiques telles que l'envasement, le maintien des usages et la protection des milieux naturels.

Monsieur FLORENT-GIARD propose de passer à un vote à main levée. Madame RODINGER est élue à l'unanimité.

3. Mise à jour du DOCOB

Madame GODEFROY rappelle que le Document d'objectifs actuel du site des « Tourbières et marais de l'Avre » a été réalisé en 2003 par le bureau d'étude « Ecosystèmes », sous le contrôle de la Direction régionale de l'environnement et la Direction départementales de l'Agriculture et de la forêt. Il comporte une première partie synthétisant la Directive n°92/43/CEE dite directive « Habitats » et une seconde partie sur son

application sur le site. Cette seconde partie comporte une description générale du site, un point sur patrimoine naturel (basé sur l'inventaire des habitats réalisé par le Conservatoire botanique de Bailleul en 1998), un diagnostic socio-économique par secteur, un tableau de synthèse des opérations, une synthèse financière, un suivi des habitats et des actions développées et une conclusion.

Les données naturalistes sur lesquelles se base le DOCOB ont aujourd'hui plus de 15 ans et nécessitent d'être mises à jour. L'EPTB Somme – Ameva, en sa qualité d'opérateur propose donc aux membres du COPIL une mise à jour du DOCOB. La mise à jour du diagnostic socio-économique se fera en interne via une enquête auprès des communes, des associations d'usagers, de la fonction agricole, etc. La mise à jour du diagnostic écologique se fera en interne pour partie, via l'intégration des données bibliographiques récentes (données issues des contrats, données de la Réserve Naturelle Nationale de l'Etang Saint Ladres en lien avec le CENP, données de l'Arrêté de Protection de Biotope de Génonville). Un bureau d'étude sera également missionné pour mettre à jour la cartographie des habitats et de leur état de conservation via une étude de terrain.

La charte Natura 2000 validée en COPIL (après la validation du DOCOB) sera intégrée. Les fiches de mesures Natura 2000 et des fiches synthétiques par habitats et par espèces Natura 2000 seront également réalisées en interne.

Les membres du Comité de Pilotage sont favorables au projet. Ce travail sera donc budgétisé dans la demande de subvention 2015 de l'opérateur.

Monsieur DESSEAUX pose la question de la gratuité des données. Une réponse collective lui est apportée par l'opérateur, le CENP et le Conseil général sur le fait que dans le cadre d'une mission d'intérêt général les données sont gratuites mais le traitement des données (tri, synthèse, analyse...) est payant.

4. Présentation du projet RAMSAR sur la vallée de la Somme et la vallée de l'Avre

Madame MELENEC, responsable du pôle biodiversité à la direction de l'environnement du Conseil général de la Somme, prend ensuite la parole pour présenter le projet de désignation RAMSAR sur les vallées de la Somme et de l'Avre. L'objectif de cette présentation est d'informer les élus sur la démarche, les plus-values attendues, la méthode et le calendrier prévisionnel.

La Convention sur les zones humides, appelée Convention de Ramsar, est un traité intergouvernemental qui sert de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources.

L'objectif de cette démarche est de renforcer la dynamique de projet, notamment des projets portés dans la cadre du Grand Projet vallée de Somme, de la politique ENS, de Natura 2000 et d'intégrer toutes ces démarches dans une vision globale portée sur les zones humides. Il est nécessaire d'envisager le fonctionnement des zones humides à l'échelle globale du bassin versant.

Il existe actuellement un site RAMSAR sur la baie de Somme et ce présent projet s'inscrit dans sa continuité sur la vallée de la Somme et la vallée de l'Avre, son affluent principal. Outre l'enjeu écologique lié aux richesses naturelles de ces vallées, l'accent sera également mis sur l'aspect culturel et notamment l'exploitation de la tourbe dont la vallée de l'Avre est le berceau.

Madame MELENEC rappelle que la désignation RAMSAR n'a pas de portée réglementaire mais s'inscrit dans une politique internationale sur les zones humides. Elle présente le cas du marais de l'Audomarois inclus dans le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale, dont les projets et les demandes de subventions se sont vues facilitées grâce à la désignation RAMSAR de ce secteur.

Madame MELENEC précise que la désignation RAMSAR vise des zones humides remarquables en termes de patrimoine écologique, mais a également pour objectif de valoriser et faire connaître les usages traditionnels, les paysages, les actions de gestions, etc. La désignation RAMSAR permettra d'apporter des outils adaptés à ces enjeux : fiches actions, brochure, rencontres....

Elle ajoute que ce projet de désignation RAMSAR est porté par le Conseil général en raison de son investissement global sur le territoire de la vallée de la Somme. Le Conseil général est porteur du Schéma des espaces naturels sensibles et du Grand Projet Vallée de Somme. Il a une responsabilité en tant que propriétaire et gestionnaire du domaine fluvial sur 120 km de cours d'eau et la gestion de 250 ha d'espaces naturels.

En France, 43 sites sont désignés RAMSAR, les plus proches étant le site de la Baie de Somme et le marais de l'Audomarois.

Le label RAMSAR est obtenu pour 6 ans en vue de : maintenir la biodiversité, les valeurs sociales et culturelles associées aux zones humides, mettre en valeur les services rendus par ces milieux, promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources et favoriser les échanges et la communication.

Madame MELENEC explique que dans un premier temps, le Conseil général a établi un périmètre dans la continuité du site RAMSAR de la baie de Somme qui englobe les périmètres Natura 2000 (défini par la circulaire RAMSAR). Cependant, la ZPS « Etangs et marais du bassin de la Somme » n'a pas pu être intégrée car il s'est avéré impossible de valider l'ensemble des critères oiseaux. Les périmètres des Zones à Dominance Humide ont également servi de point d'appui ainsi que les aires de répartition des espèces et des habitats à enjeux (travaux du CBNBL et du CENP).

Pour prétendre à la labellisation RAMSAR, le site proposé doit valider un des 9 critères définis par la convention. Sur les vallées de la Somme et de l'Avre, 3 critères sont validés : présence de l'anguille européenne (espèce en danger critique d'extinction par l'UICN), type de zone humide naturelle rare ou unique (plus vaste tourbière du Nord de l'Europe 20 000 ha) et présence d'espèces rares et menacées (Grande Douve...).

Monsieur FIEVET demande des précisions concernant l'anguille et ce que RAMSAR pourra proposer comme solution vis-à-vis de cette espèce. Madame MELENEC rappelle qu'à l'échelle de la Somme on ne peut agir que sur une partie du cycle biologique de l'anguille puisqu'elle se reproduit en mer des Sargasses. RAMSAR n'a pas vocation à apporter des solutions concrètes mais va jouer le rôle de facilitateur entre l'ensemble des acteurs et usagers pouvant avoir un impact sur cette espèce. RAMSAR ne se substitue pas au travail mené par les structures déjà existantes comme par exemple l'Ameva sur les cours d'eau ou encore le CENP sur la gestion des sites. RAMSAR apportera une image de marque à la vallée de la Somme et la vallée de l'Avre, une reconnaissance de ces territoires exceptionnels qui méritent une attention particulière, des soutiens et une dynamique de projet. L'effort sera également porté sur la communication afin que les citoyens prennent connaissance de cette richesse.

Le volet social et culturel de la demande de labellisation RAMSAR comprendra l'intégration des usages tels que la chasse, la pêche, les activités économiques, l'écotourisme, les promenades en barque et l'aspect historique avec l'exploitation de la tourbe.

Madame MELENEC présente les étapes et le calendrier prévu par le Conseil général. La première étape vers la demande de labellisation RAMSAR a été de compiler les données scientifiques issues des DOCOB Natura 2000, des plans de gestion, des inventaires du CENP et du CBNBL et de valider les critères de désignation.

La seconde étape consiste à présenter ce projet à l'ensemble des COPIL Natura 2000 concernés par le territoire et de recueillir les avis de leurs membres.

Ensuite, un comité de suivi sera constitué en octobre par le Préfet et composé des acteurs du territoire. Le dossier de candidature RAMSAR sera également envoyé courant octobre 2014 par le Ministère au secrétariat de la Convention RAMSAR, pour une désignation souhaitée pour le 1^{er} semestre 2015. Si la labellisation est validée, s'en suivra 6 années d'animation RAMSAR. Cette animation sera concrète et effective puisqu'au terme des 6 années, un bilan sera fait et de ce bilan dépendra la poursuite de la labellisation.

Monsieur Jean-Pierre TETU prend la parole et demande l'avis du Comité de pilotage sur ce projet. Le COPIL est favorable à ce projet.

Conclusion

Monsieur DESSEAUX prend la parole pour conclure la réunion. Il excuse une nouvelle fois Madame RODINGER qui n'a pas pu assister à l'ensemble de la réunion. Il remercie les services de l'Etat, les membres du comité de pilotage et le Conseil général pour son intervention.